



# RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

Stellantis  
CEMR  
Poissy

Lundi 09 septembre 2024

## **Nous ne pourrons nous faire entendre que par nos luttes!**

*La nomination de Barnier comme Premier ministre scelle l'alliance entre Macron et le RN. Il sait qu'il a besoin des voix des députés RN pour éviter une motion de censure. Bardella a immédiatement proclamé que Barnier serait sous l'étroite surveillance de son parti. Cette dépendance volontaire ne date pas d'hier : la loi Darmanin a été adoptée avec les voix de l'extrême droite et Macron multiplie les clins d'œil idéologiques au RN. Barnier a tout pour plaire au RN : par le passé, il s'est opposé à la dépénalisation de l'homosexualité, au remboursement de l'avortement par la Sécu, au Pacs... Et maintenant il ne cesse de s'en prendre à l'immigration. Cerise sur le gâteau : le Medef a du mal à cacher sa joie depuis la nomination de ce fidèle serviteur du patronat, qui a négocié un Brexit sur mesure pour les milieux financiers et s'est prononcé pour la retraite à 65 ans !*

### ***Un front républicain qui désarme nos luttes et renforce au final l'extrême droite***

Les dirigeants du Nouveau Front populaire ont entretenu l'illusion qu'on pouvait lutter contre la percée du RN en appelant au front républicain lors des dernières législatives, quitte à appeler à voter Borne ou Darmanin. Macron a volontiers accepté ces voix de gauche, qui ont permis de limiter ses pertes en députés. Mais qui pouvait imaginer que cela l'engagerait en quoi que ce soit ? À moins que les leçons des scrutins de 2017 et de 2022 aient été effacées, après la brutale répression des Gilets jaunes et le passage en force de la réforme des retraites...

La dissolution provoquée par Macron a ouvert une crise politique que les partis de gauche qui réclament aujourd'hui une cohabitation avec lui contribuent à maintenir sur le plan institutionnel et parlementaire, sans danger pour les intérêts des possédants. Ils dénoncent comme un « coup de force » le fait qu'une Assemblée aux deux tiers à droite ne donne pas son aval à un Premier ministre de gauche ! Seule l'extrême droite peut profiter de ce cirque.

### ***Mettre notre colère au service d'un programme de lutte***

Suite à la nomination de Barnier, des dizaines de milliers de personnes, dont beaucoup de jeunes, ont manifesté dans de nombreuses villes de France, exprimant leur écoeurlement mais aussi leur colère. De quoi nous montrer la voie à suivre : pas question d'attendre les prochaines élections, ce n'est pas à l'Assemblée, pas à Matignon, pas à

l'Élysée, que nous obtiendrons quoi que ce soit, mais dans la rue, par des luttes. Il n'y aura pas de raccourci. Nous étions des millions à manifester et à faire grève contre la réforme des retraites. Des milliers de manifestants affirment sans relâche leur solidarité avec le peuple palestinien depuis bientôt un an. Des millions ont montré lors du deuxième tour des législatives qu'ils refusaient l'extrême droite et son racisme déchaîné. Nous sommes bien plus nombreux que ceux que nous combattons, patrons et gouvernants !

### ***Ces objectifs ne pourront être atteints que par nos mobilisations***

**Il nous faut un plan de bataille pour mettre « le pays à l'arrêt ». Il faut s'attaquer à la racine du problème : l'offensive patronale qui creuse les inégalités en baissant les salaires, en dégradant les conditions de travail, en multipliant les suppressions d'emplois, en détruisant les services publics utiles à la population. Seules les luttes des travailleurs et de la jeunesse peuvent y mettre un coup d'arrêt et inverser le rapport de force. Des luttes qui iraient jusqu'au bout, sans s'enfermer dans le prétendu dialogue social ou se limiter au calendrier parlementaire. C'est dans cela qu'il faut mettre toutes nos forces, tous ensemble, dès maintenant, contre un gouvernement de combat Barnier-Macron-Le Pen au service d'un patronat à l'offensive. L'appel intersyndical et interprofessionnel à la grève le 1<sup>er</sup> octobre pourrait en être le premier round. Répondons-y massivement.**

**American dream ?**

Suite à l'annonce des résultats du 1er semestre C. Tavares a écourté ses vacances pour aller aux USA tenter d'éteindre le feu allumé par la presse et les actionnaires sur la baisse des ventes et de la rentabilité du marché états-unien ces derniers considérant inacceptable de voir la marge menacée de passer sous la barre des 10 %, contrairement à la promesse du PDG de Stellantis. Après l'encensement, c'est maintenant la critique de la politique de la rentabilité à tout prix, lune de miel terminée ?

Peu importe, en attendant ce sont les salariés qui trinquent, les annonces de suppressions de postes ne se sont pas fait attendre : pas moins de 2 500 seraient dans le viseur en mode départs volontaires au forçariat, dans les usines du Michigan et de l'Ohio.

Mais nos collègues savent s'y prendre pour s'opposer à ces coupes sombres à l'image du mouvement qu'ils ont mené à l'automne 2023 pour faire plier les patrons de l'automobile sur les salaires.

**MA France à Aulnay : le bras de fer continue**

Les grévistes sont à près de 150 jours de lutte et de blocage de leur site. Ils sont environ 200 sur 280 à avoir refusé le chantage de Stellantis qui propose 15 000 € brut d'indemnité aux salariés à condition de ne pas porter plainte pour faillite frauduleuse contre MA France ou contre Stellantis, principal donneur d'ordre. Pour les reclassements, la direction propose des offres de d'emploi à 400 km pour travailler dans les ressources humaines... Ridicule. Les grévistes revendiquent toujours 70 000 € pour leurs 10, 20 ou 30 ans d'usine.

**Ils ne se laisseront pas emboutir**

En plein milieu du mois d'août Stellantis a voulu récupérer à MA France les outils d'Emboutissage. Elle a dû y renoncer face à la résistance des ouvriers et leurs soutiens qui ont envoyé promener ses émissaires et huissiers. Stellantis voulait leur régler leur compte avant la rentrée c'est raté. Depuis des semaines la listes des sous-traitants automobiles menacés de fermeture ou de destructions d'emploi s'allonge et ce n'est que le début. Valeo, Bosch, ZF, Imperiales Wheeles, Walor, Forvia, Continental, Plastic Omnium, Dumarey (ex-Punch Strasbourg) et bien d'autres... Stellantis voulait faire de MA France un exemple ? C'est maintenant un exemple à suivre pour lutter, ne pas rester seul, et peut-être fédérer contre les patrons voyous.

**Les Valeo non plus ne comptent pas se laisser faire**

Parmi les salariés des équipementiers menacés, ceux des 3 sites de Valeo que leur direction veut fermer sont eux-aussi bien décidés à se battre contre cette décision. Ils se déplaceront le 17 septembre devant le siège de l'entreprise, au 100 rue de Courcelles dans le 17ème arrondissement de Paris à 11h30. Un RDV qui pourrait être aussi celui de tous ceux qui refusent de subir la politique de casse des patrons de l'automobile.

**Volkswagen : après le dieselgate, vers un socialgate ?**

Lundi 2 septembre, Oliver Blume, président du directoire de Volkswagen annonçait qu'il envisageait de fermer un ou plusieurs sites de production en Allemagne. Cela fait suite au plan d'économie de 10 milliards du groupe lancé en 2023 auxquels se sont encore ajoutés 4 milliards pour la seule marque Volkswagen, le groupe étant jugé pas assez rentable. Surtout, en précisant qu'il allait lever un accord de protection des emplois censé courir jusqu'en 2029, il a annoncé la couleur : les économies se feront à grands coups de licenciements.

Les travailleurs de l'usine Audi de Bruxelles, inquiets pour leur avenir menacé par cette même direction (Audi est une marque du groupe VAG) ont décidé de réagir : ils ont subtilisé les clés de véhicules pour empêcher les livraisons et se sont réunis devant leur usine lundi 9 septembre au matin.

En Allemagne, en Belgique, et en France, les salariés de l'industrie automobile menacés de perdre leur emploi auraient tout intérêt à faire front commun contre ces attaques patronales.

**La déportation ne fera pas taire les Kanak**

Cela fait deux mois et demi que l'État français retient dans des prisons de métropole sept leaders de la contestation en Nouvelle-Calédonie, accusés d'avoir organisé des émeutes contre le projet de dégel du corps électoral en Kanaky. Une incarcération à 17 000 kilomètres de leur famille, contraire au droit européen.

La répression féroce du pouvoir et des milices coloniales a fait officiellement onze morts, des centaines de blessés et des sanctions pénales disproportionnées. La détermination des manifestants ne faiblit pas pour autant : le mouvement a obtenu que le projet soit mis de côté et les actions de blocage continuent.